

COMPTE RENDU DEBAT MAISON EN LIGNE

INFORMATIONS SUR LE DEBAT MAISON

Lieu : Visio-conférence depuis TOULOUSE

Date : 6 juillet 2020

Nombre de participants : 20

Organisateurs :

Le groupe local Greenpeace de Toulouse (Marie Gangneux et Hélène Spessotto, référentes agriculture, modératrices du débat).

Invité :

Philippe Pointereau, agronome, directeur du pôle Agroécologie de Solagro, entreprise associative basée à Toulouse (www.solagro.org).

CONTENU DE LA REUNION

Quel thème principal avez-vous abordé ?

(Avez-vous abordé l'un des cinq thèmes ou sous-thèmes du débat ImPACtons !, ou d'autres thèmes proposés par les organisateurs ou les participants ?)

Pourquoi ce débat ? La programmation de la Politique Agricole Commune (PAC) est revisitée tous les 7 ans. C'est un sujet peu abordé d'habitude et les débats maison lancés par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) permettent cette année de laisser la parole aux citoyens au sujet de la PAC pour 2021-2022. L'idée de cette soirée est de débattre entre militants des groupes locaux de Greenpeace en France autour de la **question du lien entre agriculture et environnement : que voudrait-on que la PAC change à partir de 2021 ?**

LE CONTEXTE

L'alimentation, via l'agriculture — et en particulier l'élevage industriel qui continue à progresser — a un impact direct sur l'environnement, la santé et le climat. C'est le constat dressé par Greenpeace dans un rapport publié ce 24 juin. L'un des objectifs de la nouvelle PAC doit être de permettre la transition vers des pratiques plus vertueuses : garantir l'accès à la terre et un revenu décent aux agriculteurs, une production agricole plus respectueuse de l'environnement et une alimentation plus saine pour les consommateurs.

Le Groupe local de Toulouse a voulu apporter sa contribution à ces réflexions et dégager des propositions d'actions à intégrer à la nouvelle PAC.

LE CONSTAT/DIAGNOSTIC

Agriculture : baisse des rendements et industrialisation massive.

Pendant les Trente Glorieuses, entre les années 60 et 90, les rendements des quatre principales cultures (maïs grain, blé tendre, soja, colza) ont connu une croissance continue. Mais, à partir des années 90, ils stagnent, voire baissent. Les aléas climatiques impactent beaucoup ces rendements : « Les sécheresses et canicules de 1976 et 2003 ont fait chuter la production végétale en France de 25% » (source : [LE REVERS DE NOTRE ASSIETTE](#), Solagro, juin 2019). En 2016, celle du blé chute de 50 %. Il ne faudra donc pas compter sur l'augmentation des rendements pour faire face à l'augmentation de la population en France.

« L'élevage en France continue de s'industrialiser (...), et cette industrialisation a été facilitée par les politiques menées par les gouvernements successifs » constate le rapport de Greenpeace « Industrialisation de l'élevage en France » publié en juin 2020.

L'industrialisation concerne les élevages de poules pondeuses, de poulets, porcs, vaches laitières et dans une moindre mesure l'élevage bovin pour la viande et ovin. Exemple, 1 % des exploitations françaises fournissent les deux tiers des porcs, poulets et œufs produits en France (source : GraphAgri 2019).

- ➔ Nous devons mettre un terme à ces pratiques délétères pour l'environnement et la santé. Or nous disposons d'un outil puissant pour favoriser cette évolution de l'agriculture : changer nos modes alimentaires.

Climat et santé : l'alimentation, clé de la transition pour l'agriculture

Ce changement aura un effet sur le climat. La France est le premier consommateur au monde de protéines animales (nous en consommons 1,7 fois trop). Réduire cette consommation permettra de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'objectif est de diminuer au moins de moitié le nombre d'élevages d'animaux monogastriques comme l'élevage porcin.

Via l'alimentation, l'agriculture a aussi un impact direct sur la santé. Parallèlement au développement de l'agriculture intensive, avec pesticides, OGM, etc., les maladies de civilisation et les affections de longue durée (ALD) comme les cancers, diabète de type 2, obésité... ont très fortement augmenté, quelles que soient la classe d'âge et classe sociale. Stopper la hausse de ces maladies en s'appuyant sur le volet alimentation constitue donc un enjeu sociétal et financier.

Il n'y aura pas de transition si on ne parle pas d'alimentation. Signe encourageant, la Commission Européenne aborde pour la première fois ce sujet avec deux publications, [La stratégie biodiversité de l'UE à l'horizon 2020](#) et "[De la fourche à la fourchette](#)".

→ Il faut se battre pour faire entrer ce sujet dans la PAC.

ACTIONS EN COURS

Le Plan National Nutrition Santé (PNNS)

Basé sur les rapports de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire et de l'Alimentation (ANSES), le PNNS vise à accompagner par des mesures de communication, de taxation, le système d'étiquetage nutritionnel Nutri-Score, etc. Il est mis en œuvre par Santé Publique France (SPF).

Le 4ème PNNS paru en septembre 2019 marque un virage notable dans ses recommandations et propose une vraie feuille de route pour l'agriculture : toujours des fruits et légumes, plus de légumineuses, des produits céréaliers pas ou peu raffinés, moins de produits laitiers... Point essentiel pour les émissions de GES, ce PNNS plaide pour la diminution de la consommation de viande rouge et de charcuterie et recommande de consommer 20% de bio/semaine ainsi que d'opter pour des produits végétaux non contaminés par les pesticides.

L'étude BioNutriNet

Les produits animaux constituent l'essentiel de notre empreinte surface

Réalisée par Solagro en collaboration avec l'INSERM cette étude était basée sur un échantillon de près de 30.000 consommateurs soumis à un questionnaire permettant d'évaluer leurs impacts environnementaux et santé. Le groupe était réparti en cinq catégories dont le consommateur "conventionnel" (mange moins de 1% de bio) et le consommateur "bio" (mange au moins 50% de bio).

Sur le plan utilisation des terres, on estime qu'il faut environ 4500m² (avec produits nationaux ou importés) pour nourrir un consommateur pendant un an. L'essentiel de l'empreinte surface (90%) du consommateur "conventionnel" de cette étude vient des produits animaux et seulement 10% des produits végétaux. Cependant, le consommateur "bio" faisant moins appel aux produits animaux, son empreinte surface est diminuée de 23%.

Même chose pour les émissions de GES. Celles du consommateur "bio" ont été estimées inférieures de 37% à celle du consommateur "conventionnel" dont les émissions proviennent à 89 % des produits animaux (dont les ¾ de la viande de ruminants et du lait).

→ Adopter un régime vegan ou peu consommateur de viande c'est diminuer presque par trois ses émissions de GES.

Un impératif pour la PAC : changer d'alimentation

En termes de surface agricole, la France exporte 40% de sa production agricole et en importe 33%. Elle a donc un excédent. Mais, fin 2038 on sera à 0 alors que notre pays figure parmi ceux qui possèdent les meilleures terres agricoles du monde. Proche Orient et Maghreb auront des difficultés avec leur agriculture. Il est donc important que la France conserve une capacité d'exportation pour pouvoir aider ces pays à se nourrir dans le futur.

Les travaux mentionnés sont concordant avec majorité des études → pas possible réduire émissions GES issues de la filière agricole sans changer d'alimentation. Un régime végétal et bio est vertueux, il a un effet bénéfique sur la santé : diminution des ALD (affection de longue durée).

- La PAC doit s'orienter vers plus de production végétale, + bio, donc réduction élevage en conservant les + vertueux.

Un impératif pour respecter les Accords de Paris : baisser les émissions de GES

Objectif France pour 2050, division par 4 des émissions totales de GES par rapport à 1990. Or, aujourd'hui, pour le seul poste alimentation, on émet 1,9 tonne équivalent carbone soit plus que l'ensemble des émissions totales qu'on ne devrait pas dépasser en 2050.

De plus on importe + de GES qu'on n'en exporte et, au final, notre empreinte atteint 11,9 tonnes équivalent carbone. Même la réduction par deux des élevages ne sera donc pas suffisante pour atteindre les objectifs des accords de Paris.

Les participants ont-ils formulé des propositions ?

Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

À partir 2010 nous avons établi un scénario pour voir comment atteindre ces objectifs, notamment via le lien agriculture-alimentation : diminuer les GES, préserver la biodiversité, atteindre la neutralité carbone, réduire les nitrates et les pesticides, développer le bio, bon état des masses d'eau... Il est bâti à l'échelle du territoire national, décliné régional, villes et sur l'Europe. Scénario couplé avec celui de [négaWatt](#) de sortie des énergies fossiles et du nucléaire pour avoir scénario systémique, vu que l'agriculture devra fournir des biens autres qu'alimentaires, notamment de l'énergie, des matériaux, etc. Enfin, même si l'on divise par quatre nos émissions de GES il en restera 25 % à neutraliser via du stockage de carbone.

Ce scénario permet d'atteindre ces objectifs : diminution de moitié des GES, -40 % conso d'énergie, -70% produits phytosanitaires, -50 % artificialisation sols (voir encadré), baisse irrigation (maïs). Ce scénario est réalisable d'ici 2050.

Et il aura un impact sur l'emploi. Un maraicher bio en AMAP vit sur un hectare : +100 000 emplois à créer, notamment dans le périurbain. Il faudra planter 450 000 hectares de fruits et légumes et 2 millions d'hectares de protéagineux pour (alimentation élevage et humaine).

L'artificialisation des sols

Tous les sols qui rentrent dans domaine construction urbaine (routes, habitations, espaces verts) → c'est-à-dire les sols qui sortent des parcelles agricoles mais qui ne deviennent pas des parcelles naturelles / forestières. Chaque année, via cette artificialisation, nous perdons 60.000 à 100.000 ha agricoles en France. Or du fait de la baisse des rendements et de l'augmentation de la population nous devons être plus économes en surfaces.

En ce qui concerne les parcelles à urbaniser, il est possible de lancer des débats pour les modifications de destination : pourquoi passer telle parcelle à urbaniser alors que tout autour ce sont des terres agricoles ? Chacun.e peut avoir un impact sur ces décisions en étant attentifs aux enquêtes publiques.

Chaque année perte de quoi nourrir 150.000 personnes, l'équivalent du nombre de personnes que la France accueille chaque année. Cela va se traduire par l'annulation de la capacité exportatrice de la France. Pour réduire cette perte de sols, voire arriver à 0, nous ne devons plus construire sur des terres agricoles.

Quels leviers et outils pour orienter la PAC vers ces objectifs ?

- Les réseaux nationaux essaient de se coordonner autour de la plateforme [Pour une autre PAC](#) ;
- Agir sur la production pour qu'elle s'adapte à l'évolution de la consommation :
 - o Aider les agriculteurs pour tout ce qui permet de produire + bio (atteindre 45%) et d'aller vers une assiette + végétale : production légumes, fruits, légumineuses doit être augmentée et relocalisée.
 - o Nous devons consommer + 20 % de fruits et végétaux, + 500 % de légumineuses, - 43 % de produits laitiers, - 48 % de viande bovine. Cela doit s'organiser au niveau européen. L'épidémie Covid pourra nous aider à relocaliser et relancer circuits courts.
- Rediriger les aides :
 - o La PAC force même les jeunes agriculteurs à avoir beaucoup de terres ; on ne leur dit pas en formation qu'il existe d'autres moyens pour produire avec peu de terre, comme la permaculture.
 - o De plus, les aides sont délivrées en fonction du nombre d'hectares. L'enjeu de la transition est de redistribuer les dix milliards d'euros annuels d'aide de la PAC pour la France vers des systèmes plus vertueux.
- Ne plus lier les aides PAC au nombre d'animaux ou à la taille de la surface, car une telle politique ne se base que sur un objectif de quantité, et pas de qualité.
- Augmenter les aides PAC pour l'installation de nouveaux agriculteurs, qui restent pour l'instant très dépendants de la volonté des collectivités locales et du soutien d'associations.
- La PAC doit réorienter ses aides en fonction du service environnemental rendu et non en fonction de la superficie de l'exploitation et renforcer les paiements verts. Il existe déjà une expérimentation dans le bassin Adour-Garonne sur ces paiements verts ; elle est plutôt productive et aurait intérêt à se développer ailleurs.
- La PAC doit s'aligner sur cette demande alimentaire et environnementale, cela intéresse le consommateur et les collectivités locales.

Autres leviers

- Réorienter les modes de production agricole : agroécologie, agroforesterie, cultures associées (à bas niveau intrants → augmentation des rendements), lutte bio contre ravageurs et maladies.
- Autonomie protéique pour l'élevage : la ferme produit ses protéines pour engraisser ses animaux, augmenter les pâturages, couverts végétaux en hiver, allonger les rotations en intégrant des légumineuses (limitation des mauvaises herbes).

Pas besoin d'innovation technique majeure pour faire cette transition : on peut y arriver grâce à des pratiques déjà mises en œuvre.

TÉMOIGNAGES

Pesticides et nitrates : le laxisme face au lobby du maïs

Depuis une quarantaine d'années, la monoculture du maïs implique une grosse consommation d'eau et appauvrit les terres : comment faire pour que les monopoles de monoculture dévastatrice s'orientent vers une polyculture / bio /raisonnée ? Comment faire évoluer le milieu pour faire la transition ?

Le maïs est un lobby puissant en France avec épice centre Landes. Localement, je constate que ni les collectivités locales, ni le préfet ou la préfète ne parviennent à s'opposer à ces lobbies. Les conséquences sont environnementales et économiques. Le maïs bénéficie d'aides spécifiques très importantes pour l'irrigation et de dérogations pour la directive nitrates. Captages prioritaires : 70 % partent pour la culture du maïs qui bénéficie de délégations ministérielles conduisant à des pollutions par herbicides atteignant des proportions énormes, sans que le principe pollueur-payeur soit appliqué.

→ Il faudrait cibler des zones de captage où tout usage de produits chimiques serait interdit.

Le maïs pompe 75 % de l'eau de la Garonne, il assèche une grande partie du Poitou Charentes. Le pompage d'eau en hiver dans des nappes phréatiques ou rivières pour développer des piscines de stockage servant à irriguer l'été coûte 18 000 €/ha, payés quasiment par de l'argent public, transféré en fait au privé. La fermeture en dernier ressort de certains captages entraîne des pertes de plusieurs millions d'euros pour des collectivités. Tout cela est favorisé par la PAC.

De plus le maïs est allié au soja OGM provenant d'Amérique du Sud qui sert à l'élevage hors sol. Cette alliance solide maïs-soja OGM permet de rendre pas cher l'élevage intensif. Sur tous ces points, nationaux et internationaux, nous sommes confrontés à de puissants lobbies qui trouvent toujours de parades.

→ C'est une situation intenable. Comment faire pour changer ?

Primes Jeunes Agriculteurs : la qualité plutôt que la quantité

Je vais m'installer en maraichage bio via Dotation Jeunes Agriculteurs et devrais rejoindre un GAEC qui vend lait à Roquefort Société. Avec primes je vais avoir un salaire, même si pas rentable. Mais le système fait partie des aberrations PAC : + de surface, + d'animaux = + de prime. Souhait : aller vers qualité et non quantité, et avec cohérence. Par exemple avec des labels Bio qui se rapprochent du label Nature et Progrès qui prend tous aspects de la ferme plus que AB qui ne tient compte que les pesticides.

→ La PAC va-t-elle aider à la transmission et à l'installation de jeunes agriculteurs ?

Achat immobilier et accès à terre difficiles pour jeunes. Et transmission exploitations très délicate car agriculture très capitaliste : une ferme élevage ou laitière ça peut être plusieurs M€. On peut imaginer qu'il n'y aura plus de repreneurs.

Il faut aussi revoir certaines formations : on ne dit pas qu'il existe d'autres moyens (permaculture) et que l'on peut produire avec peu de terre. Et simplifier les systèmes de contrôles, de normes que jeunes agriculteurs doivent respecter pour avoir des aides.

L'accès au foncier est aussi un vrai frein. Certaines exploitations veulent plus /peuvent plus s'agrandir. À terme, dans certains territoires, il n'y aura plus de repreneur. Des associations comme Terre de liens aident mais ce sont des gouttes d'eau dans la mer. La PAC ne prévoit pas grand-chose. L'aide installation gérée par les régions peut être augmentée mais ne résout pas l'accès foncier. La SAFER est censée jouer ce rôle, mais les collectivités territoriales, notamment les communes, doivent agir plus efficacement : soit acquérir du foncier pour installer des jeunes, soit salarier elles-mêmes le maraicher qui produit directement des légumes pour les écoles. La PAC pourrait remonter le seuil de l'aide au-dessus de 40 ans (voir plus loin les propositions/initiatives).

Même problème pour les villes qui se tournent vers l'écologie : elles n'ont plus assez de ressources en termes de terres agricoles. Pour parvenir à multiplier les cultures en bio et local, l'entraide entre villes et communes rurales est une possibilité, à travers les métropoles notamment, comme c'est le cas pour le Triangle de Gonesse à Paris.

Des propositions et initiatives à connaître, à généraliser et à faire monter en puissance.

Nous ne pouvons pas tout miser sur la PAC, soumise à des lobbys puissants. Il est nécessaire de travailler et d'agir avec les collectivités territoriales en dehors de la PAC (PLUI, plan local d'urbanisme). Avec l'alimentation et toutes les initiatives qui se mènent on peut faire bouger beaucoup de choses et convaincre des agriculteurs de changer leurs pratiques.

ISF (Ingénieur·e-s sans frontières) - AgriSTA propose un projet de [sécurité sociale de l'alimentation](#) avec universalité de l'accès : chacun bénéficierait de 150€ sur sa carte vitale pour accéder à produits conventionnés suivant des critères démocratiques. Intéressant pour ne pas se contenter de la consultation classique type débat CNDP (Commission nationale du débat public). En fait c'est le ministre agriculture qui s'exprime dans la presse pour rassurer la FNSEA : c'est lui qui pourra choisir les choses qui seront remontées au sein du débat et qui aura le dernier mot face à l'Europe et donc à la PAC.

L'équipe Greenpeace de Laure Ducos a travaillé avec l'Association végétarienne de France ([AVF](#)) et un cuisinier pour aider des mairies à transformer les pratiques de restauration collective.

[Solagro](#) fournit divers supports d'information sur l'agroécologie : des publications <https://solagro.org/nos-domaines-d-intervention/agroecologie> et des vidéos qui montrent pratiques vertueuses : <https://osez-agroecologie.org/l-agroecologie>

Les Collectivités territoriales : une alternative à la PAC

- La ville de Rennes a mis en place un levier qui se base sur les consommateurs et les marchés publics pour faire évoluer les pratiques agricoles, notamment sur la qualité eau, limite autour de la ville. La ville achète des produits alimentaires aux agriculteurs en échange de l'évolution de leurs pratiques. Ce sont des initiatives à connaître, à généraliser et à faire monter en puissance.
 - L'Allemagne a mis en place un mix AMAP/terres de lien : achat de fermes et salariat maraichers. Les coopératives de consommateurs permettent de mobiliser les consommateurs et de réduire les coûts de l'alimentation. Cela offre un choix pour de meilleurs produits et à qui on achète.
 - À l'occasion des élections municipales, l'association Greniers d'abondance a créé le document [Vers la résilience alimentaire](#) pour inviter les communes et intercommunalités à se saisir de cet enjeu, en leur proposant un ensemble cohérent d'actions et de leviers à mettre en œuvre à leur échelle.
 - [Afterres](#) a créé une brochure, assez technique mais qui n'est pas guide pour les collectivités territoriales à proprement parler.
- ➔ Pour faire évoluer la PAC il faut s'appuyer sur le fait que la société civile pousse pour un mix écolo, social, démocratie : meilleure qualité alimentation, environnement et avancées sociales (GJ).

TÉMOIGNAGES

Déverrouiller le système.

Pourquoi des systèmes aussi connus et vertueux n'arrivent pas à s'imposer ? Il a été démontré que les systèmes laitiers nourris à l'herbe sont vertueux et économiquement viables. L'autonomie favorise la rentabilité. Pourtant ce type de système autonome reste minoritaire : le système conventionnel, même s'il n'est pas vertueux, est « verrouillé » par le contrôle laitier, les chambres d'agriculture, Lactalis, une partie de la recherche...

La question n'est pas seulement économique ou écologique, c'est aussi un jeu acteurs, qui dépend de la manière dont l'information est véhiculée pour que les agriculteurs prennent conscience qu'ils doivent changer de pratiques. L'Université de Pau travaille avec des psychologues et des sociologues pour comprendre les ressorts qui font que certains agriculteurs en viennent à changer leurs pratiques et d'autres pas.

Développer des outils pour impliquer les citoyen.ne.s dans la transition.

L'action au niveau mairies nécessaire et il est primordial que l'opinion publique se saisisse du débat. Or, la PAC est un sujet difficile à aborder. Comment faire pour que ce sujet soit accessible à tou.tes ? Si des initiatives existent, pour l'instant les outils sont encore à développer.

Un levier important : les collectivités locales.

Travailler avec elles, susciter des interrogations au niveau local peut être productif, que ce soit au niveau de la restauration collective comme au niveau des choix urbanistiques. Les débats à l'échelle locale permettent de se sentir plus investis que dans un débat national par exemple, puisque les implications locales sont plus visibles. Même en dehors des zones rurales, les métropoles peuvent agir et impulser une agriculture locale et écologique (exemple du Triangle de Gonesse à Paris). C'est un véritable enjeu qui va peut-être se concrétiser avec de grands changements politiques récents dans les grandes métropoles (élections municipales).

A partir de ce thème, quels sujets ont émergé ? Quels constats ou diagnostics ont été exprimés sur ces sujets ?

EN CONCLUSION

Les participants étaient globalement d'accord sur les constats. Ils ont pu réfléchir grâce à leurs expériences, leurs connaissances, tenter d'apporter des solutions sur des points divers. Ils ont apporté des témoignages et propositions qui montrent que des changements sont en cours, en particulier pour les actions citoyennes pouvant alimenter une réforme de la PAC.

Les sujets qui ont émergé :

- Jusqu'à présent les mesures nationales gouvernementales et européennes de la PAC ont favorisé l'industrialisation de l'agriculture, notamment en soutenant des lobbies comme celui du maïs et en favorisant la quantité aux dépens de la qualité. Le système a été verrouillé.
- Agir sur l'alimentation est un levier puissant pour réorienter les pratiques et les types de productions agricoles afin de diminuer ses impacts négatifs sur le climat, l'environnement et la santé. La Commission Européenne semble être sensibilisée à cet enjeu. Cela doit se traduire par des réglementations et autres mesures dans la nouvelle PAC.
- Elle doit s'appuyer sur cette vision systémique axée sur le bien-être de l'humanité (santé, social...) et la protection de notre planète dans tous ses éléments (terres, eau, atmosphère).
- Comment faire pour que ce sujet soit accessible à tous.tes ?

Une nouvelle PAC ne suffira pas à elle seule à changer système. Besoin d'une prise de conscience de l'ensemble de la société pour faire pression sur les politiques. Mais la PAC c'est extrêmement compliqué, d'autant que les ressorts doivent être adaptés à chacun.e pour qu'agriculteurs, consommateurs et politiques décident de changer de pratiques.

Il y a déjà des changements qui ont commencé et qui sont intéressants, c'est positif. La crise de la Covid a aussi fait évoluer les mentalités.

Le travail interassociatif apparaît essentiel pour améliorer encore ces changements et aller plus loin. Il faut donc poursuivre notre travail pédagogique avec l'aide des associations militantes, des scientifiques (y compris des sciences sociales), sans oublier les représentants du monde agricole. Même si nous avons vu que des initiatives existent, il nous faut encore développer des outils pour impliquer les citoyen.ne.s dans la transition.